

13 mai

Tou·tes en GRÈVE

pour les SERVICES PUBLICS



Le succès de la mobilisation du 5 décembre n'a pas suffi à faire reculer les gouvernements successifs. François Bayrou a imposé à tou·tes les agent·es de la fonction publique la baisse de l'indemnisation des congés maladie ordinaires et les prive également d'une indemnité de garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA).

La casse du service public semble d'ailleurs être une priorité politique pour le gouvernement. Le ministre de l'économie, Eric Lombard, a prévu une coupe budgétaire de 40 milliards d'euros pour 2026. Alors qu'il pourrait taxer les grandes entreprises du CAC40 et les ultra riches, Emmanuel Macron et le gouvernement font le choix d'aggraver les inégalités sociales en poursuivant une politique ultra libérale.

Pour rappel, 40 700 foyers fiscaux constituent les 0,1% les plus aisés de la population française, avec un revenu annuel d'au moins 463 000 euros. Ces revenus ont connu une augmentation annuelle de 3 % (en plus de l'inflation) depuis 20 ans, alors que les revenus du reste de la population n'ont progressé que de 0,5 %. La conséquence directe de l'aggravation des inégalités fiscales est la dégradation des services publics. Casser les services publics, c'est appauvrir et fragiliser toujours plus les personnes les plus précaires.

Appauvrir la population par la casse des services publics, c'est laisser toujours plus de place aux idées racistes, sexistes, lgbtphobes et validistes. En ouvrant un boulevard à l'extrême droite, Emmanuel Macron prend le risque d'une arrivée aux pouvoirs des partis les plus réactionnaires, mettant en danger toute une partie de la population et en premier lieu les minorités.





Dans le secteur de l'éducation, ce sont encore des moyens en moins pour les élèves et les personnels, alors que l'école publique subit les conséquences d'une austérité au service des plus riches depuis plusieurs années. Si nous nous félicitons de l'abandon des 4000 suppressions de postes et l'abandon d'une partie des mesures du "choc des savoirs", en particulier le caractère obligatoire du DNB pour en entrer en seconde, l'école reste toutefois dans un état déplorable en raison d'un sous-investissement de l'État et des réformes ministérielles délétères successives. Pour SUD éducation, il y a urgence à bâtir une école qui lutte contre les inégalités sociales en gagnant une vraie politique d'éducation prioritaire qui réintègre notamment les lycées et en obtenant les moyens indispensables à la scolarisation de tou·tes les élèves dans le cadre de l'école inclusive.

Dans l'ESR, la budget 2025 est l'un des pires jamais connu depuis 20 ans et 3/4 des universités sont en déficit. Et en un trait de plume le 26 avril, le gouvernement a de nouveau supprimé 500M€ de crédit à l'ESR. Le budget 2026 s'annonce douloureux pour les services publics et en particulier l'ESR. Ces situations sont lourdes de conséquences pour les personnels avec des suppressions de postes, le gel des campagnes d'emploi, la suspension de mesures indemnitaires, l'arrêt de chantiers de rénovation du bâti... La LPR quant à elle ne répond pas aux besoins du service public et met en concurrence les personnels et la recherche.

SUD éducation revendique :

- **la suppression de tout jour de carence ;**
- **la suppression de la baisse de l'indemnisation du congé maladie ordinaire ;**
- **le rétablissement de la GIPA ;**
- **la revalorisation du point d'indice ;**
- **des créations d'emploi et un plan massif de titularisation ;**
- **la fin des attaques contre les agent·es de la fonction publique.**

SUD éducation appelle tous les personnels de l'Éducation nationale à se mettre massivement en grève le mardi 13 mai pour défendre le service public et les conditions de travail de ses agent·es.